

**Régis Genté**  
Journaliste indépendant

FONDATION  
pour la RECHERCHE  
STRATÉGIQUE

## Le jeu russe en Libye, élément du dialogue avec Washington

Après la Syrie, la Libye ? Non. « *La Libye d'abord ! Parce que c'est là que tout a commencé...* ». C'est par ces propos intrigants que Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, soulignait début 2017 auprès d'une journaliste du *Monde* l'intérêt que représente le dossier libyen pour Moscou<sup>1</sup>. Mais qu'est-ce qui a commencé en Libye ? Pas le « printemps arabe », comme chacun sait. À relire les événements qui se sont produits depuis 2011, il semble que c'est à cause du dossier libyen que le Kremlin a décidé de s'impliquer

---

1. Isabelle Mandraud, « La Russie reprend pied en Libye en soutenant le maréchal Haftar », *Le Monde*, 23 janvier 2017. D'ailleurs, « depuis la fin 2015, le dossier libyen a été placé sous la responsabilité de Mikhail Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères en charge du Proche-Orient, témoignant ainsi de l'importance que lui accorde le Kremlin », explique Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe (« Libye, la nouvelle carte russe », *Orient XXI*, 23 février 2017).

davantage dans ce Moyen-Orient en proie aux révoltes populaires. En ce sens, la Libye est un commencement pour la Russie. C'est en tout cas ce que nous expliquent en substance la plupart des spécialistes russes dont les entretiens qu'ils ont accordés à l'auteur en mars et mai 2017 forment la base des pages qui suivent. Ainsi, Irina Zvyagelskaya, de l'Institut d'Etudes Orientales de Moscou (IVRAN<sup>2</sup>), traditionnellement proche des organes du pouvoir russe, explique que « *si la résolution 1973 de l'ONU sur la Libye du 17 mars 2011 n'avait pas été violée par les Occidentaux, il n'y aurait probablement pas eu d'intervention russe en Syrie.* »

Le « *La Libye d'abord* » de M. Lavrov ne signifie pas que la Russie fait du règlement de la crise libyenne une priorité par rapport au

---

2. « Institut Vostokovedeniia – Rossiïsskaïa Akademiia Nauk ».

dossier syrien. D'ailleurs, Moscou ne s'est véritablement impliquée dans le dossier libyen que tardivement, courant 2016, lorsque peu à peu les conditions sur le terrain et, au-delà, régionales ont rendu possible un engagement (prudent) de Moscou. A nos yeux, et sur la base de nos entretiens avec les « orientalistes » russes, nous inclinons à penser que l'interprétation la plus plausible de ce « *Libye d'abord* » est la suivante : ce pays est le terrain où, peut-être de façon plus aisée que la Syrie, M. Poutine peut non seulement travailler à imposer son objectif stratégique suprême qu'est la création d'un monde multipolaire, où la Russie serait associée à toutes les grandes décisions du monde, mais aussi, et surtout, à s'aboucher avec les États-Unis afin de forcer ceux-ci à prendre systématiquement en compte les intérêts de Moscou. Les meilleurs experts russes du Moyen-Orient nous le répètent à l'envi : le Kremlin n'a aucune stratégie en Libye, la seule chose qui l'intéresse est d'utiliser ce dossier pour parler à l'Amérique, et en être écoutée<sup>3</sup>.

### **D'abord, parler aux États-Unis**

« *Le point essentiel à comprendre, c'est que M. Poutine n'a pas de stratégie pour le Moyen-Orient et a fortiori pour la Libye. Mais ce qu'il veut, ce que la Russie veut, c'est parler avec les Occidentaux, avec les États-Unis surtout...* ». Ces mots de Vassily Kouznetsov, le directeur du Centre pour les Études Arabes et Islamiques de l'IVRAN, reflètent l'opinion de la plupart des spécialistes russes du Moyen-Orient : en Libye, et d'une façon générale au Levant, Moscou agit bien plus tactiquement qu'en fonction d'une vision stratégique. Tout est soumis à un objectif très simple et clair, poursuivi sans relâche par M. Poutine depuis

---

3. On rappellera ici qu'à l'époque soviétique, « *l'intensité de la coopération bilatérale [avec ce pays n'aura] jamais atteint celle qui caractérisait le partenariat instauré par les Soviétiques avec les Égyptiens et les Syriens* » (Igor Delanoë, *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, Paris/Moscou, L'inventaire/L'Observatoire franco-russe, 2016, p. 57). C'est seulement dans les années 1970 que la Libye du colonel Kadhafi a signé ses premiers contrats avec Moscou, d'armement surtout, avant que des milliers de conseillers soviétiques ne soient déployés dans la Jamahiriya arabe libyenne. La relation Moscou – Tripoli s'est ensuite réduite à quasi rien après la disparition de l'URSS pour ne reprendre des couleurs qu'en 2008, à l'occasion d'une visite dans la capitale russe de Mouammar Kadhafi. A cette occasion, ce dernier parvient à convaincre Vladimir Poutine d'effacer une dette d'environ 4,5 milliards de dollars en contrepartie de la signature de gros contrats en faveur de fleurons de l'industrie russe (chemins de fer, hydrocarbures, armement...).

son entrée en politique en 1999, à savoir remettre la Russie au centre de la diplomatie internationale et, à cette fin, faire émerger un monde multipolaire<sup>4</sup>. Un objectif qui s'inscrit à vrai dire dans le droit fil de la politique extérieure menée antérieurement et de la « doctrine Primakov » – du nom du ministre russe des Affaires étrangères de janvier 1996 à septembre 1998.

Cela pose deux types de problèmes selon les experts russes. D'abord, l'action russe n'est pas motivée par un désir de résoudre les problèmes du Moyen-Orient en soi. Anton Mardasov, spécialiste des questions militaires et de sécurité russes au Moyen-Orient, déplore par exemple que « *en Syrie ou en Libye, la Russie ne lutte pas contre le terrorisme comme on le dit et comme certains le croient naïvement en Occident. Il suffit pour le comprendre de regarder dans le détail nos opérations sur le terrain* ». Second problème : cette politique est essentiellement articulée par rapport à celle de l'Occident, elle se trouve donc être le plus souvent « réactive », comme le reconnaissent volontiers ces « orientalistes », déterminée fondamentalement par la politique qu'y mènent les États-Unis.

L'obsession du dialogue avec Washington est semble-t-il motivée par deux principales raisons de fond – l'une pragmatique, l'autre identitaire. La première est liée au fait que pour faire émerger un monde multipolaire, il faut pousser les Américains à lâcher du pouvoir et à associer les autres « pôles » aux grandes décisions internationales. Cette idée est martelée, par exemple, dans les ouvrages d'Evgueny Primakov (1929-2015), l'un des pères de la politique russe actuelle dans le monde arabo-musulman : « *[l']implication plus profonde de la Russie dans la région a été saluée par toutes les nations du Moyen-Orient, y compris Israël, où le public voit de plus en plus combien est destructive une*

---

4. Ainsi par exemple, le 10 janvier 2000, deux semaines seulement après être devenu Président par intérim de la Fédération de Russie, M. Poutine fait adopter un nouveau « Concept de sécurité nationale » dans lequel le but est d'emblée clairement énoncé : « *La Russie va aider à façonner l'idéologie derrière l'émergence d'un monde multipolaire* ». L'adversaire est désigné dans la foulée : l'Occident. Le document dénonce ainsi « *les tentatives de créer une structure de relations internationales fondée sur la domination des pays occidentaux développés sur la communauté internationale, sous le leadership américain, et conçue pour des solutions unilatérales (principalement par l'utilisation de la force militaire) au sujet des questions clés de la politique mondiale* » (traduction en anglais de ce document : [http://www.mid.ru/en/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptICk6B6Z29/content/id/589768](http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICk6B6Z29/content/id/589768)).

*politique d'alignement avec une seule super-puissance – les États-Unis – dans un monde toujours plus complexe et polarisé », veut-il croire dans la postface de *La Russie et les Arabes*<sup>5</sup>.*

La seconde raison, fondamentale pour comprendre le bras de fer entre Moscou et la plupart des grandes puissances occidentales, réside dans le fait que « *la Russie n'en finit pas d'essayer de se définir par rapport à un Occident (incarné au début par l'Europe) dont elle fut l'élève, mais qui rapidement l'inquiéta ou la déçut, et dont périodiquement elle se rapproche ou s'éloigne* »<sup>6</sup>. Cette obsession du dialogue avec les États-Unis, et le réflexe de se mesurer à eux, s'enracinent dans le problème identitaire qui travaille au plus profond la Russie depuis deux siècles, celle-ci peinant à se définir – occidentale, orientale ou devant suivre « *sa propre voie* » (mais laquelle ?)... – tout en se posant ces questions avec, toujours, une oreille tendue vers l'ouest.

Le contexte géopolitique a aussi contribué à définir la politique russe au Moyen-Orient et à en déterminer le « timing ». « *Après la crise ukrainienne et la détérioration des relations avec Washington, le Kremlin était désespéré. Les crises au Moyen-Orient ont été le prétexte pour Moscou pour reprendre le dialogue avec les États-Unis, voyez le grand nombre de rencontres entre Lavrov et Kerry en 2015-2016, et pour imposer notre vision du monde, faite certes de plus de concertation entre les grandes puissances, mais aussi d'une claire défiance à l'égard des processus démocratiques qui animent les sociétés de la région* », estime Léonid Issaïev, spécialiste du Moyen-Orient à la *Vyschaya Schkola Ekonomiki* (École supérieure d'Économie) de Moscou. Et tout cela ne signifie pas que le Kremlin ne poursuit pas d'autres buts : géopolitiques (présence militaire en Méditerranée par exemple) ; sécuritaires – alors que des milliers de citoyens de la Fédération de Russie font le  *jihad*  en Syrie et en Irak ; ou économiques.

La problématique du Moyen-Orient telle qu'elle s'est posée après l'irruption des révoltes arabes a créé des remous dans les couloirs du Kremlin. Cela a été une occasion pour M. Poutine de réaffirmer une ligne

« *confrontationnelle* » vis-à-vis de l'Occident, alors que le Président d'alors Dmitry Medvedev, qui semblait tenté de conserver son fauteuil, paraissait chercher à imposer une ligne plus conciliante vis-à-vis de Washington notamment. « *Le non-respect de la résolution 1973 de l'ONU et l'assassinat de Kadhafi ont été cruciaux pour la politique russe telle qu'on l'observe aujourd'hui au Moyen-Orient. Poutine n'a pas digéré que les initiateurs de la résolution ne se soient pas contentés d'établir une zone d'exclusion aérienne. Cela a provoqué des tensions entre le Président de l'époque Dmitry Medvedev, qui avait imposé l'abstention russe lors du vote de la résolution, et son Premier ministre Poutine qui lui était contre. Cet épisode a porté un coup sévère aux partisans d'une approche libérale en politique extérieure. Nous avons constaté au début du printemps arabe combien nous avons perdu la guerre de l'information. C'est pour cela que Medvedev pensait qu'il ne fallait pas s'opposer à la résolution, pour que les Occidentaux ne nous reprochent pas les rivières de sang que Kadhafi promettait à Benghazi* ».

## **La Russie, l'Amérique et les autres**

La Russie a plutôt réussi son pari. « *Les Américains nous écoutent. Reste à savoir ce que Donald Trump nous réserve. La Libye peut éventuellement devenir un champ de coopération russo-américain et servir de base pour régler autrement les conflits du monde, à partir de l'entente entre toutes les puissances, globales et régionales. Mais cela sera difficile. Maintenant que nous avons plus ou moins les affaires en main, nous voyons combien la région est complexe* », note Anton Mardasov. « *Cela suscite des débats chez nous. Certains estiment que nous devrions laisser le fardeau du Moyen-Orient aux États-Unis. D'autres pensent que la Russie doit assumer un rôle de leader et de faiseur de paix* », explique Maria Dubovikova, chercheuse et présidente de l'Imesclub (International Middle Eastern Studies Club), un groupe d'experts proposant analyses, consulting et projets culturels ou éducatifs.

Vassily Kouznetsov insiste sur la volonté de Moscou de s'appuyer, dans sa démarche, sur les pays de la région, faisant ainsi converger pragmatisme et ambitions stratégiques propres. Il s'agit selon lui de « *créer un système de gestion avec les puissances régionales, les États-Unis et les autres pays occidentaux. Il*

5. Yevgeny Primakov, *Russia and the Arabs. Behind the Scenes in the Middle East from the Cold War to the Present*, Basic Books, New York, 2009, p. 387.

6. « L'Occident vu de Russie. Anthologie de la pensée russe de Karamzine à Poutine ». Choix, présentations et traductions de Michel Niqueux, Institut d'Études Slaves, Paris, 2016, p. 19.

*ne s'agit pas de leur dicter ce qu'il faut faire mais de s'appuyer sur elles et leurs intérêts. L'Occident donne trop de leçons et cela ne marche pas. Je crois que l'intention est sincère, car Poutine travaille pour l'histoire maintenant. Il veut apparaître avec un bilan positif dans cette partie du monde entre autres. D'autant qu'il sait parfaitement qu'au Moyen-Orient nous ne sommes pas assez puissants pour tout décider tout seul.* » Là encore, le rôle des États-Unis est perçu comme clé, en cela qu'ils peuvent encourager et convaincre les divers acteurs impliqués dans la région à coopérer avec Moscou, à prendre en compte ses intérêts.

L'Égypte figure au premier rang de ces puissances avec lesquelles Moscou coopère au sujet de la Libye, ce que facilitent convergence d'intérêts et visions du monde relativement proches. M. Poutine apprécie visiblement le profil militaire du Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. Nous verrons que cette proximité a probablement joué un rôle décisif dans le soutien apporté au « maréchal » Khalifa Haftar dans sa prise de contrôle de l'Est libyen. Mais Moscou tente de tisser des liens autour de la Libye avec d'autres pays de la grande région, notamment ceux qui peuvent influencer les belligérants sur le terrain, qu'il s'agisse de l'Algérie, de la Tunisie ou de monarchies du Golfe comme les Émirats Arabes Unis ou l'Arabie saoudite.

Si, vu d'Europe, nous avons le sentiment que le Vieux continent est tenu à dessein à l'écart de la scène libyenne, les « orientalistes » russes ne sont pas nécessairement de cet avis. *« Moscou attache une immense importance à la coopération avec l'Europe et semble désireuse d'utiliser la possibilité du règlement de la question libyenne de la même façon qu'elle a utilisé la situation en Syrie pour engager un dialogue politique avec Washington. Les pays d'Europe du Sud font preuve d'une plus grande réceptivité au conflit libyen que les États-Unis au sujet de la Syrie »,* veut croire Vassily Kouznetsov dans un article récent<sup>7</sup>.

À Moscou, beaucoup soulignent aussi les réticences de M. Trump à s'engager trop profondément en Libye et, en conséquence, son désir de, en quelque sorte, déléguer aux Européens la responsabilité de s'y impliquer. Le 20 avril 2017, à l'occasion d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre

Italien Paolo Gentiloni, le chef de l'État américain insistait pour dire que le rôle de son pays dans la région devait se cantonner à « se débarrasser de l'État islamique ». *« Dans ce contexte, l'Italie voire la France semblent en effet pouvoir représenter des points d'appui privilégiés pour Moscou »,* estime Vassily Kouznetsov. Et ce d'autant, relève ce dernier, *« que la Russie au fond mène aujourd'hui une politique en bien des points similaire à celle des Occidentaux, tentant d'interférer directement le moins possible et utilisant le militaire pour débloquer les choses politiquement ».* Certains voient aussi le Moyen-Orient, dont les crises sont déstabilisatrices pour le Vieux continent du fait notamment de l'afflux de réfugiés, comme le lieu, pour la Russie, d'une négociation avec les Européens pour les amener à abandonner leurs positions dures quant aux sanctions liées au conflit en Ukraine.

D'autres experts russes sont quant à eux pessimistes quant aux chances de bonne entente entre Moscou et les Européens sur la Libye. *« Le GEN [Gouvernement d'Entente Nationale<sup>8</sup>] est vu par le Kremlin comme un gouvernement soutenu par les Occidentaux et qui ignorera les intérêts russes en Libye. (...) [Côté européen], on s'est persuadé à contrecœur qu'il faut parler à Moscou sur cette question. (...) Le dialogue de la Russie avec l'Occident suppose un quiproquo. Moscou attend un retour pour son apparente flexibilité en Libye – comme moins de pressions sur son action en Syrie. En établissant un dialogue avec l'Europe au sujet de la Libye et en exploitant les préoccupations de l'UE en matière de migration, Moscou essaie de jouer des divergences à l'intérieur du camp occidental quant à leur approche de la Russie. Elle crée son réseau d'influence, cherche des joueurs plus faibles au sein de l'UE et teste leur volonté d'exercer ou non des pressions sur elle, en particulier à propos de l'Ukraine »,* écrit Nikolai Kozhanov dans une note pour la Chatham House<sup>9</sup>.

L'approche de la Russie est souvent lue ces dernières années comme « pragmatique », tant par rapport aux objectifs stratégiques fixés par M. Poutine (« parler aux États-

---

7. Vasily Kuznetsov, « Can Russia, West cooperate on Libya? », *Al-Monitor*, 11 mai 2017.

---

8. Formé en mars 2016 sous l'égide des Nations Unies, afin de mettre fin à la deuxième guerre civile libyenne. Il est dirigé par Fayeze el-Sarraj.

9. Nikolai Kozhanov, « Moscow's Presence in Libya Is a New Challenge for the West », Chatham House, Expert comment, 30 mai 2017 (<https://www.chathamhouse.org>).

*Unis* », établir un monde multipolaire...) qu'au vu de la situation sur le terrain moyen-oriental. Mais cette lecture ne doit pas masquer que l'enjeu pour Moscou consiste aussi à créer un monde à son image, en soutenant davantage les régimes autoritaires que les révoltes populaires (cela n'est d'ailleurs pas sans faire penser à l'opposition de la Russie du tsar Nicolas 1<sup>er</sup> au « printemps des peuples » européens en 1848). Le soutien appuyé de la Russie au maréchal Khalifa Haftar, dans l'Est libyen, révèle pour une part cette autre dimension clé de l'approche russe actuelle du Moyen-Orient.

### **Le maréchal Haftar, l'homme des Russes et des Américains ?**

On parle beaucoup du soutien que Moscou affiche à l'autoproclamé maréchal Haftar, homme fort de l'Est libyen (Tobrouk) depuis la mi-2016, à la tête d'une des plus puissantes milices du pays, « habilement baptisée Nouvelle armée libyenne »<sup>10</sup>. L'homme, 73 ans, a été pendant vingt ans un fidèle de Mouammar Kadhafi, période pendant laquelle il a suivi deux formations dans les écoles militaires soviétiques, à Moscou. En 1987, il trahit Kadhafi après avoir perdu, en tant que chef d'un corps expéditionnaire, une bataille à la frontière tchado-libyenne. Bientôt, il s'installe aux États-Unis, d'abord dans les environs de Washington avant de déménager en 2007 près de Langley, le QG de la CIA. Un de ses fils y vivrait encore. Voilà un des nombreux indices qui font dire à moult observateurs que l'homme est à la solde des services américains. Il fait un passage de quelques mois en Libye après le soulèvement révolutionnaire de 2011 pour ne revenir qu'en février 2014 et jouer un rôle décisif en Cyrénaïque. Son premier geste est alors de déclarer la « *suspension* » des autorités de transition.

On a certes beaucoup glosé sur les liens d'Haftar avec Moscou. On l'a moins fait sur ses liens avec Washington... et sur le fait qu'il pourrait bien être à la fois l'homme des Russes et des Américains<sup>11</sup>. Ce « à la fois » pourrait en partie justifier pourquoi Moscou mise sur lui, conformément à la thèse des spécialistes russes qui insistent sur le fait que « *ce que la*

*Russie veut, c'est parler avec les Occidentaux, avec les États-Unis surtout* ». Ces experts n'excluent pas que là se trouve la clé pour interpréter le soutien dont il jouit à Moscou, sans pouvoir le prouver. Le lien demande peut-être à être restauré, suggère Nikolai Kozhanov : « *Les connections entre Haftar et les États-Unis pourraient être rétablies, surtout si le sponsor égyptien d'Haftar, le Président al-Sissi, améliore ses relations avec les Américains. En conséquence, Moscou a essayé de se placer comme le meilleur soutien d'Haftar hors de la région*<sup>12</sup> ».

Les « orientalistes » russes insistent, eux, surtout sur le « profil » d'Haftar, qui sied si bien au Kremlin. « *Il nous convient parce qu'il est un peu un al-Sissi libyen. C'est d'ailleurs probablement par al-Sissi que l'idée de le soutenir nous est venue. Nous ne le voyons pas comme un dictateur en puissance, mais d'abord comme quelqu'un qui a réussi dans ce chaos à restaurer un embryon d'armée nationale et à ramener l'ordre sur la frontière avec l'Égypte. Il pourrait contribuer à mettre un État sur pied, ce qui est fondamental si l'on veut que le pays ne tombe pas aux mains de l'État islamique ou d'Al Qaïda* », explique Konstantin Trouetsev, qui suit tout particulièrement le dossier libyen à l'IVRAN.

Le soutien russe apporté en 2016 à Haftar est en tout cas massif. Visites à Moscou en juin puis en novembre, où il est reçu notamment par les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, MM. Shoïgu et Lavrov. Réception en grande pompe sur le porte-avions *Amiral Kouznetsov* le 11 janvier 2017, d'où il s'entretient en visioconférence avec M. Shoïgu. Certains de ses hommes sont soignés en Russie tandis que 4 milliards de dinars libyens<sup>13</sup> sont imprimés par Moscou et transférés à la Banque centrale de Benghazi, non reconnue par le gouvernement du Premier ministre el-Sarraj. Quant à l'armement, Moscou dit respecter l'embargo décrété par l'ONU, qui n'autorise que le Gouvernement d'Entente Nationale à être approvisionné. Mais des experts militaires et des diplomates étrangers affirment « en off » qu'une partie de l'armement qu'Haftar a reçu est russe. C'est le cas pour les armes légères et des pièces détachées de MiG-23 pour customiser de vieux Flogger libyens. Pour le reste, ce sont surtout des pays de la région qui l'ont approvisionné, comme l'Égypte (MiG-21MF, hélicoptères Mi-8T) ou les Émirats Arabes Unis (hélicoptères Mi-24P

10. Expression ironique de Jean-Pierre Filiu (« Les grandes manœuvres de Poutine en Méditerranée », blog du Monde « Un si proche Orient », 5 février 2017 – <http://filiu.blog.lemonde.fr/2017/02/05/les-grandes-manoeuvres-de-poutine-en-mediterranee/>).

11. La France et l'Italie semblent aussi en faveur d'un soutien à Haftar.

12. Ibid.

13. Autour de 2,6 milliards d'euros.

commandés à la Biélorussie). Mais ces mêmes experts militaires et diplomates soupçonnent que dans certains cas cela a dissimulé des livraisons russes. « *Moscou ouvre effectivement tout simplement ses hangars d'armement et délivre des permis d'exportation* », écrit Nikolaï Kozhanov<sup>14</sup>. Il n'est pas impossible que Washington donne son blanc-seing, tacite peut-être, à cette politique.

Ce soutien n'est-il que le fruit du pragmatisme de Moscou, qui ne désirerait que défaire les islamistes et restaurer l'État libyen alors qu'el-Sarraj est perçu comme faible et incapable de tenir le pays ? Ou s'agit-il aussi d'imposer au passage une vision du monde en soutenant un homme à poigne, quitte à ignorer l'accord de paix de décembre 2015 négocié sous l'égide de l'ONU pour mettre fin aux affrontements entre les partisans des autorités de Tripoli et de Tobrouk ? « *C'est difficile à dire, difficile de connaître les motivations profondes. Il est vrai qu'Haftar a pu mettre à mal ces accords de paix et sembler parfois soutenir des groupes islamistes. En 2015-2016, il aurait pu écraser certains de ces groupes et il ne l'a pas fait. Mais c'était me semble-t-il pour concentrer ses troupes sur la prise de certains gisements pétroliers. Aujourd'hui, il contrôle environ 70 % des gisements libyens, le fameux Croissant pétrolier par où transite la moitié du brut exporté par le pays, directement ou en passant des alliances avec divers groupes locaux. Sa stratégie militaire a consisté à mettre la main sur ceux-ci pour être incontournable politiquement, et avoir ses propres rentrées d'argent. Il contrôle aussi des infrastructures pétrolières stratégiques, pour le transport des hydrocarbures notamment. Ce pétrole est ensuite exporté en Europe via Malte, où il est, disons, légalisé pour pouvoir être vendu en Europe, surtout en Italie* », explique Oleg Boulaïev, qui rédige une thèse sur la recomposition politique de la Libye depuis 2011.

« Nos » experts russes expliquent ce qui peut apparaître comme des erreurs tantôt par les liens qu'Haftar entretiendrait aussi avec l'Arabie saoudite (ce qui l'a amené à se montrer conciliant avec ses protégés sur le terrain, lesquels ont pu adopter une version wahhabite de l'Islam au gré des circonstances). Tantôt, ils justifient ces mêmes contradictions plutôt par la dureté du combat qui impose des choix difficiles et par les ambitions d'un homme qui se rêve en maître du pays. Ce qui explique que les Russes

entretiennent des contacts avec d'autres acteurs du conflit. « *Moscou ne soutient pas qu'Haftar. Certes, el-Sarraj est faible, mais puisque les Occidentaux veulent le soutenir, la Russie discute avec lui. Le Kremlin a contribué à faire que les deux hommes se rencontrent, en vain d'abord au Caire puis avec succès en mai dernier à Abou Dabi. Mais la Russie tente de parler avec tous les groupes non radicaux, conformément à ce que M. Lavrov a rappelé à l'issue de la 4<sup>ème</sup> session du Forum de coopération russo-arabe qui s'est tenue à Abou Dabi le 1<sup>er</sup> février dernier, à savoir d'aider les Libyens à rétablir leur intégrité territoriale et leur État. D'où des rencontres récentes par exemple avec des représentants de la région de Misratta, avec la médiation du leader tchéchène Ramzan Kadyrov* », pense Konstantin Trouetsev.



Ce n'est que récemment, courant 2016, que Moscou s'est décidée à s'impliquer en Libye. La république d'Afrique du Nord « *n'intéresse pas Moscou en soi, mais principalement de façon instrumentale pour engager un dialogue avec Washington... lequel doit permettre d'obtenir des Américains qu'ils associent la Russie, et d'autres grands pays, aux grandes décisions et que rien ne se fasse dans le monde sans notre accord, en tout cas rien qui aille contre nos intérêts* », résume par exemple Léonid Issaïev. Cette opinion exprimée par ce jeune spécialiste reflète celle de la plupart de ses collègues russes, lesquels subordonnent les autres motivations de Moscou dans les dossiers moyen-orientaux à cet impératif stratégique de « *parler aux Américains* ». Il ne s'agit cependant pas de dire qu'il n'y a pas d'autres motivations : elles ne manquent pas – présence militaire en Méditerranée, contrôle des milliers de jihadistes « russes » présents au Levant et qui pourraient revenir au pays, mais aussi enjeux économiques. La chute de Kadhafi et la non-réalisation consécutive de contrats signés avec la Russie « *auraient provoqué la perte nette de 4 à 10 milliards de dollars* » pour cette dernière<sup>15</sup>. Du coup, en attendant une éventuelle concrétisation sur le terrain des objectifs stratégiques du Kremlin, en grande partie suspendue à la politique pour le moment peu lisible de M. Trump dans la

14. Ibid.

15. Igor Delanoë, *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, op. cit., p. 58.

région, la Russie avance ses pions dans des secteurs comme les chemins de fer, les hydrocarbures ou l'agriculture.

En tout état de cause, la question libyenne est devenue pour Moscou une sorte de laboratoire du monde multipolaire que M. Poutine travaille à faire émerger, au même titre que d'autres terrains de crise. Cela ne va pas sans profondes difficultés. Comme le craignent certains spécialistes russes, comme Anton

Mardasov ou Léonid Issaïev, en n'étant pas active en Libye et d'une façon générale au Moyen-Orient pour régler les problèmes propres à la région, la Russie risque de ne faire que contribuer à les complexifier encore davantage. Quant au pari de parvenir à être, à l'avenir, systématiquement écouté par Washington et les autres puissances occidentales, il est loin d'être gagné. ♦

---

## **Auteur**

Régis Genté est journaliste indépendant installé à Tbilissi depuis 2002 et couvrant l'ancien espace soviétique pour le Figaro, RFI, le Bulletin de l'Industrie Pétrolière....

## **Dernières publications**

- Antoine Vagneur-Jones, « Global Britain in the Gulf: Brexit and relations with the GCC », note n° 13/2017, 18 July 2017
- Stéphane Delory, Can Kasapoglu, « Thinking Twice about Iran's Missile Trends : the Threat is Real but Different than Predicted », note n° 12/2017, 29 June 2017
- Anne-Claire Courtois, « Le Burundi en crise : Pirates contre 'Vrais' Combattants », note n° 11/2017, 20 juin 2017
- Antoine Bondaz, « North Korea's capabilities and South Korea's dilemma » note n° 10/2017, 2 juin 2017
- Antoine Bondaz, « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen », note n° 09/2017, 10 avril 2017
- Emmanuelle Maître, « A treaty banning nuclear weapons: diversion or breakthrough? », note n° 08/2017, 16 March 2017
- Antoine Vagneur-Jones, « War and opportunity: the Turkistan Islamic Party and the Syrian conflict », note n° 07/2017, 2 March 2017
- Bruno Tertrais, « La pérennisation de la composante océanique : enjeux et perspectives », note n° 06/2017, 28 février 2017
- Antoine Bondaz et Marc Julienne, « Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping », note n° 05/2017, 24 février 2017
- Gérard Gerold et Thomas Sullivan, « République démocratique du Congo : une alternance pacifique est-elle encore possible ? », note n° 04/2017, 16 février 2017
- Valérie Niquet, « Le saut dans l'inconnu : quelles relations entre Pékin et Washington avec Donald Trump ? », note n° 03/2017, 6 février 2017
- Jean-Paul Maréchal, « Après Paris et Marrakech, quelles perspectives pour le régime climatique mondial ? », note n° 02/2017, 18 janvier 2017
- Valérie Niquet, « Sécurité maritime en Asie : l'impossible indifférence de l'Europe », note n° 01/2017, 4 janvier 2017

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur*

**WWW.FRSTRATEGIE.ORG**

**4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78**

**ISSN : 2273-4643**

**© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS**